

Pierre Salama

Rapport pour le Conseil de l'Europe DG IV

RAPPORT SUR LA VIOLENCE EN AMERIQUE LATINE

Paris 03/01/2008

Dans la plupart des pays d'Amérique latine, l'intensité de la violence est bien plus forte qu'en Europe, aux Etats-Unis et au Canada. Leurs histoires sont également différentes. Les inégalités sociales y sont beaucoup plus prononcées. Les moyens pour contenir la violence, l'infléchir ne peuvent donc être les mêmes.

Concernant la violence en Amérique latine, quatre points doivent être soulignés : l'intensité de la violence plus forte qu'en Europe, les disparités régionales, son évolution et enfin l'impact des homicides sur l'espérance de vie notamment des hommes jeunes.

- L'intensité de la violence dans la plupart des pays latino-américains est très élevée. En cela, elle se distingue de celle observée en Europe. Mesurée par le taux d'homicides¹, selon Interpol, la violence s'élève en Amérique du Sud à 26 personnes assassinées pour 100 000 habitants en 2002, à 30 pour 100 000 dans les Caraïbes. En Europe du Sud-est le taux d'homicide est de 3 pour 100 000 habitants et de 2 en Europe de l'Ouest. Au Brésil par exemple, le taux de mortalité par 100 000 habitants dû à l'utilisation d'armes à feu est 66 fois plus important qu'en France. La violence n'est pas seulement le fait de criminels, elle est aussi policière : en 2007 la police a ainsi tué plus de 1300 jeunes à Rio de Janeiro, près de 500 à Sao Paulo au Brésil. En mettant en relation ces chiffres avec le nombre de tués par la police dans l'ensemble des Etats-Unis, soit près de 200 personnes (*Folha de Sao Paulo*, 23.12.2007), on peut évaluer l'importance de la violence policière. La violence policière n'est pas propre au seul Brésil, on la rencontre dans nombre de pays latino-américains.

- L'intensité de la violence diffère toutefois fortement d'un pays à l'autre en Amérique latine. Elle est extrêmement élevée en Colombie où elle atteint 84,6 homicides pour 100 000 habitants, 43 au Salvador, 33 au Venezuela, 31 au Brésil, 12 au Mexique, 7 en Argentine et

¹ La violence est, à priori, difficile à mesurer. S'il est possible, en effet, de chiffrer une partie de la violence à partir de statistiques publiées par les autorités policières ou de justice de différents pays, une autre partie - et de loin la moins marginale - reste difficile à évaluer car les déclarations dépendent de la confiance qu'on peut avoir vis-à-vis de la police et de la justice et celle-ci n'est en général pas très élevée en Amérique du sud. Un autre problème que soulève la quantification de ce phénomène émane de l'existence de plusieurs degrés de violence. Ces différents degrés, allant des homicides volontaires aux infractions en matière de drogue en passant par les infractions sexuelles, les coups et blessures, les vols à main armée, escroqueries et infractions en matière de faux monnayage par exemple, posent des difficultés quant à l'agrégation des actes violents (voir Heinnemann A., Dorte V., 2006). Pour lever cette difficulté et celle liée aux différences de qualification ou de perception d'un même acte, nous choisissons de prendre en compte les seuls *homicides volontaires*. Dans la classification internationale de la mortalité élaborée par l'organisation mondiale de la santé, est considéré comme homicide volontaire, toute mort provoquée par l'action volontaire d'une autre personne. Cette définition permet d'exclure les morts causés par accident, par erreur médicale, par les guerres civiles et les suicides. Les marges d'erreur existent, mais sont faibles. Cette statistique est pertinente pour mesurer l'ampleur de la violence dans la mesure où elle correspond au degré le plus extrême. Pour les autres types de violence, les enquêtes de victimation sont plus fiables que les déclarations faites à la police, mais par définition elles excluent les homicides.

au Costa Rica, soit un peu moins que celui des Etats-Unis mais plus élevé que celui du Canada (2). Dans chacun de ces pays, la violence est inégalement répartie dans l'espace. Elle tend à se concentrer dans certaines grandes villes (Recife, Rio de Janeiro et Sao Paulo au Brésil, Cali, Medellin et Bogota en Colombie) mais depuis peu elle s'étend aux villes moyennes.

- Le nombre d'homicides diminue depuis 1994 dans de rares pays comme le Mexique, la Colombie où la réduction s'avère importante dans des grandes villes comme Medellin (1517 homicides en 2004 contre 5284 en 1994), et Bogota (1571 homicides contre 3664 entre les mêmes dates) alors qu'il se maintient globalement au même niveau en 2004 (2402) qu'en 1994 (2498 tués) à Cali selon les données de la Direction centrale de la Police colombienne (DIJN). Dans les autres pays, l'intensité de la violence mesurée par le taux d'homicides croit. Les homicides augmentent sensiblement au Brésil : le taux passe de 26,6 pour 100 000 en 1995 à 31 pour 100 000 en 2002 par exemple.

- La réduction de l'espérance de vie due aux homicides affecte quasi exclusivement les hommes, et plus particulièrement les hommes âgés de 15 à 44 ans : l'espérance de vie à la naissance en 2000 est réduite chez les hommes de 2,89 années à Recife, de 2,21 années à Rio de Janeiro, de 2,48 années à Sao Paulo, beaucoup plus qu'à Belo Horizonte (1,18) ou à Porto Alegre (1,12). A l'âge de vingt ans, l'espérance de vie baisse de 2,42 années à Recife, de 1,76 années à Rio et de 2,01 à Sao Paulo. A l'âge de cinquante ans, en revanche, la probabilité d'une réduction de l'espérance de vie devient très faible. D'une manière générale, tous âges confondus, dans certains quartiers de Rio de Janeiro, de Recife et de São Paulo, les taux de mortalité dépassent ceux qu'on observait dans les grandes villes colombiennes dans les années 1990².

On ne peut comprendre la violence si on ne se réfère pas à l'histoire propre de chacun de ces pays. Les modes de colonisation et la manière dont ont été traitées les populations d'origine, l'esclavage, les guerres civiles récentes et la manière dont elles se sont terminées, et les dictatures ont tous leur part de responsabilité à des degrés divers. Ils constituent le socle à partir duquel a pu croître de nouveau la violence ces vingt dernières années. L'État, affaibli considérablement par la crise des années 1980, pris dans la contrainte néolibérale des années quatre-vingt-dix, a réduit en partie certaines de ses fonctions (infrastructures, écoles, santé, etc.) ce qui s'est traduit par une éducation insuffisante et une urbanisation peu maîtrisée. En réduisant son rôle au profit du marché, l'État contrôle encore moins la Nation, le territoire devient alors *poreux*. En raison du retrait de l'Etat de certaines zones (quartiers, régions) des guérillas (en Colombie), et des mafias le plus souvent exercent alors un pouvoir

² Voir l'ensemble de ces statistiques détaillées et leurs sources dans l'annexe.

de fait sur ces espaces. Des pouvoirs parallèles se développent, liés souvent aux trafics de drogues, aux jeux interdits, voire aux séquestres. Ces pouvoirs, parce qu'ils ne sont pas *de jure* mais *de facto*, sont générateurs de violence extrême. Enfin, avec l'ouverture des marchés à la concurrence internationale et la montée en puissance de la globalisation financière, les inégalités, déjà extrêmement fortes à l'exception de quelques rares pays, s'accroissent davantage encore le plus souvent. Ce contexte constitue un terrain favorable à l'augmentation de la violence et de ses formes extrêmes, les homicides.

Enfin, l'Amérique latine n'est plus depuis longtemps un continent d'immigration mais est devenue, à des niveaux d'intensité variables selon les pays, un continent de migration vers les Etats-Unis et vers l'Europe. La question de la diversité culturelle et celle des identités ne se posent donc pas dans les mêmes termes que dans les pays d'immigration. Elles sont aujourd'hui ciblées sur la reconnaissance des cultures des indiens et des noirs, descendants d'esclaves importés d'Afrique.

Les réponses culturelles à la violence en Amérique latine ne peuvent être abordées que si on analyse l'état des lieux de la violence. Nous montrerons successivement que les sociétés latino-américaines sont en général caractérisées par une exclusion élevée et une défiance vis-à-vis des institutions relativement forte (1^o partie). Et ensuite que les causes de la violence sont multiples et rendent difficiles la mise en œuvre de politiques efficaces (2^o partie).

I. Des sociétés fortement exclusives, une défiance prononcée vis-à-vis des Institutions

A. Des sociétés exclusives

Les inégalités de revenus sont très prononcées dans la plupart des pays latino-américains, bien plus qu'elles ne le sont en Europe ou aux Etats-Unis (Salama P., 2006). Les politiques de transferts sociaux et le système fiscal réduisent faiblement ces inégalités en Amérique latine, beaucoup moins qu'en Europe. Ainsi l'indicateur des inégalités ou coefficient de Gini³ est avant redistribution de 0,52 en Amérique latine contre 0,46 en Europe en moyenne et, après transferts et impôts, ces valeurs sont respectivement de 0,50 et de 0,31. Ces chiffres sont de 0,56 et 0,54 au Brésil avant et après transferts et impôts, et de 0,42 et 0,31 en France, par exemple (OCDE, 2007). Moins élevées, les inégalités diminuent beaucoup plus fortement en Europe qu'en Amérique latine. Non seulement les inégalités sont très élevées mais les politiques

³ Cet indicateur mesure les inégalités de 0 à 1, plus on se rapproche de 1, plus les inégalités sont élevées et inversement.

sociales ont un impact marginal sur ces inégalités, à la différence de ce qu'on observe en Europe.

Selon l'OCDE (2007), 55% de la population appartenant au quintile le plus pauvre a accès à l'enseignement secondaire contre 93% pour le quintile le plus riche et 38% a accès aux égouts contre 85%. D'une manière plus générale, lorsqu'on considère l'ensemble des dépenses sociales comprises au sens large et incluant non seulement les dépenses de sécurité sociales mais aussi celles d'éducation et de santé, on observe que le quintile le plus pauvre n'a droit qu'à 16% de l'ensemble de ces dépenses alors que le quintile le plus riche absorbe 29,1% de celles-ci. L'écart est particulièrement prononcé pour ce qui concerne les dépenses de sécurité sociale puisque les premiers n'ont droit qu'à 2,5% et les seconds à 16,8%, soit davantage que ce que reçoit le quintile le plus pauvre pour l'ensemble des dépenses sociales...or ce sont précisément les catégories qui ont le plus besoin de ces dépenses.

L'accès aux droits est, pour une grande partie de la population, un concept qui demeure abstrait. Il existe un fossé entre la citoyenneté politique retrouvée dans de nombreux pays et la citoyenneté sociale profondément marquée par l'exclusion. Les politiques d'assistance vis-à-vis des catégories les plus pauvres qui se sont développées depuis le début des années 2000 ont encore un impact faible. Les sommes consacrées aux dépenses de transfert sont négligeables si on les compare à celles destinées au service de la dette interne, dans un rapport de l'ordre de un à quinze. Comme les premières sont destinées à 20 à 30 % de la population la plus pauvre et que les autres bénéficient, *via* le système bancaire à surtout 2 à 3% de la population, on mesure combien le système profondément inégal se perpétue. Il peut être aussi à l'origine de la profonde défiance des citoyens vis-à-vis de l'utilisation des impôts par l'Etat : 21% seulement de la population en Amérique latine en 2005 pense que les impôts sont bien dépensés (plus précisément, 12% et 15% au Brésil et au Mexique et 37% et 38% au Chili et au Venezuela).

B. Une profonde défiance vis-à-vis des Institutions ressort de enquêtes

L'enquête effectuée par *Latinobarometro* en 2007 donne les résultats suivants :

- Alors que les garanties civiles et politiques sont considérées comme assurées par 76% de la population, les garanties sociales et économiques sont considérées comme assurées par 43% seulement de cette population.

- En Amérique latine, 22% seulement des gens considèrent que l'accès à la justice est le même pour tous, ce chiffre n'est que de 10% en Argentine et au Brésil.

- 23% seulement de la population considère qu'elle est protégée contre le crime (ce pourcentage s'élève à 9% en Argentine et 12% au Brésil). Plus précisément, selon une

enquête faite en 2005 par le même institut de sondage, 33,1% de la population n'a aucune confiance dans la justice et 33% peu de confiance. A la question de savoir si la vie est « chaque jour » plus sûre, 9% répondent par l'affirmative (2% et 6% respectivement en Argentine et au Brésil soit moins qu'en Colombie (18%)) et 63% par la négative...

- La confiance en la police est faible : 31% de la population n'a aucune confiance en elle, 29,8% un tout petit peu, 24,9 % un peu et seulement 12% a confiance.

- Et à la question de savoir si la corruption a diminué de 2004 à 2007, 26% des gens considéraient en 2004 qu'elle était beaucoup plus élevée que deux ans auparavant et 39%, soit une augmentation importante, donne la même réponse en 2007.

Des sociétés particulièrement exclusives et une insuffisance des politiques publiques face aux inégalités extrêmement prononcées, un contrôle incomplet de l'entièreté du territoire national par l'Etat, une défiance prononcée vis-à-vis des Institutions constituent des facteurs permissifs à l'essor de la violence. Comme le fait remarquer Alba Zaluar, anthropologue brésilienne, dans un interview (2001) à la revue *Ciencia* : « il est évident qu'il y a une concentration de certains types de crimes dans la population pauvre, *mais* ceci est dû à un ensemble de facteurs :ce sont justement dans les quartiers où le trafic de drogue est le plus présent et le plus important, où la présence policière est rare, où les politiques sociales sont rarissimes, que la criminalité est la plus élevée » ainsi que l'a révélé au grand public brésilien le film tiré du livre de P. Lins, paru en 1997 : *La cité de Dieu*, livre écrit à partir d'interviews effectués par l'équipe dirigée par A. Zaluar. C'est cet « ensemble de facteurs » que nous allons analyser.

II. Les causes multiples de la violence rendent difficiles la mise en oeuvre de politiques efficaces.

A. La diversité des formes de violence

Le tableau ci-dessous montre la diversité des formes de violence en relation avec les motivations, les auteurs et les victimes de la violence. On peut ainsi observer qu'il y a une gradation importante dans la violence : de la violence domestique aux vols et agressions et enfin les homicides. Ils ne mettent pas en jeu les mêmes acteurs. Les premiers sont soit d'ordre individuels, soit de petites « bandes de rue », les derniers sont le plus souvent des actes perpétrés par des bandes criminelles professionnelles

(par exemple, les « *Maras*⁴ » en Amérique centrale, les « *Zetas*⁵ » au Mexique, les « *Street gangs* » aux Etats-Unis). Ces dernières sont en général liées au trafic de drogue. Sans entrer dans les détails, il convient de distinguer les gangs qui ont pour objet la distribution de la drogue et celles qui contrôlent le transport d'un point à un autre de la drogue. Les premières cherchent à contrôler leur territoire, voire à l'élargir aux dépens d'autres gangs. Les secondes tentent de contrôler des « routes » de la drogue. Leur violence n'est pas de même ampleur. L'instabilité des « routes » de la drogue, résultat des politiques anti-drogue, et les profits très élevés tirés du transport avivent la « concurrence » entre les gangs et se traduit par un nombre très élevé d'homicides. Les victimes en sont plus particulièrement les membres des gangs.

Table 1. Classification of Violence by Motive, Type, and Actors in Latin America and the Caribbean			
<i>Motivation</i>	<i>Type of Violence</i>	<i>Victimizers</i>	<i>Victims</i>
Interpersonal or social; domination, revenge, control, debts, disagreements, unknown intimidation	Domestic or interfamilial; physical, sexual, verbal, psychological deprivations, neglect	Male partners, fathers, relatives, friends, acquaintances	Female partners, children, seniors, relatives
Economic; crimes with little or no structure	Fights, injuries, homicides	Gangs, acquaintances, unknowns	Friends, acquaintances, unknowns
	Homicides, rapes, robberies	Common delinquents, gang members	General population, members of gangs or groups
Economic and power: organized crime	Homicides, injuries, assaults	Drug-traffickers, organized gangs	Leaders, judges, journalists, citizens, gang members
Politics	Homicides, massacres, kidnappings, injuries	Guerillas, paramilitary troops, government forces	Peasants, rural residents, guerrilla fighters, soldiers, police

Source : Berkman H., à partir des travaux de Concha-Eastman.

La classification ci-dessus, instructive sur de nombreux aspects, n'est cependant pas un diagnostic. Les causes de la violence ne sont pas analysées. C'est ce que nous allons

⁴ Il est intéressant de rappeler que l'origine des *Maras* en Amérique centrale vient de la décision politique d'expulser massivement les immigrants illégaux appartenant à des bandes de rue de Los Angeles, fortement tatoués, aux activités criminelles liées à la drogue, vers leurs pays d'origine. De retour forcé vers leurs pays, ils ont établi des liens avec les Etats-Unis et se sont renforcés. Les politiques de répression dite *mano dura* ont amplifié la violence en raison de la très faible qualité des institutions (très forte corruption de la police, impliquée dans le trafic, habituée à tuer dans certains pays, habitude prise durant la guerre civile). Voir WOLA (2006).

⁵ Les *Zetas* sont des membres d'un cartel de la drogue connu pour leur férocité et leur symbolisme funèbre. Nombre d'entre eux proviennent d'un corps policier d'élite créé au Mexique et ont été formés aux Etats-Unis dans la lutte contre le trafic de drogue...

faire, ensuite dans une seconde section nous discuterons des remèdes possibles à cette violence.

B. *Les causes multiples de la violence*

Est-ce en raison de la pauvreté, des inégalités de revenu importantes ou de leurs évolutions respectives que la violence atteint des sommets ? Est-ce en raison d'une insuffisance de la répression, d'effectifs trop réduits de la police et d'une justice trop inefficace ou bien laxiste que la violence se déchaîne ? Est-ce à cause des guerres civiles récentes, des dictatures qui ont laissé de fortes empreintes dans les comportements tant des forces de l'ordre que des citoyens que la violence se maintient à un niveau très élevé ? Est-ce parce que des populations entières ont été marginalisées, leurs cultures, leurs identités ignorées que les sociétés soient si peu cohésives et que se développe la violence ? Est-ce à cause de la production et de la commercialisation des drogues que celle-ci est très élevée ?

Un cas extrême : la Colombie

Lorsqu'un pays parvient à une situation d'extrême violence, il est pour le moins *réducteur* de limiter le raisonnement à des aspects économiques. Quand les conflits ne parviennent pas à être résolus et que la violence s'auto-entretient, lorsque par exemple l'industrie de la drogue devient à ce point lucrative pour les narcotrafiquants, les paramilitaires et parfois des segments des forces armées, lorsque cette industrie parvient donc à gangrener l'Etat de l'intérieur, la violence acquiert alors des aspects singuliers. La violence, ainsi libérée, généralisée « ne se laisse ramenée ni à une guerre politique, ni à un conflit socialseul un faible pourcentage peut être directement imputé à des causes politiques ou à l'action de groupes organisés de narcotrafiquants, les plus forts pourcentages étant liés aux règlements de compte ou aux disputes routinières » (Pécaut, 1994, souligné par nous). Cette violence, dépolitisée, banalisée, généralisée, dans laquelle l'Etat n'a plus « le monopole de la violence légitime » (Max Weber), se métamorphose en terreur selon D. Pécaut⁶.

Dans cette section nous allons tenter d'établir des relations de causalité en nous limitant à la forme extrême de la violence, les homicides, pour les raisons indiquées auparavant. Sans être exhaustif, nous évaluerons les causes des homicides et les discuterons.

La pauvreté et les inégalités ne sont pas à l'origine de la violence selon plusieurs chercheurs. L'absence apparente de relation entre l'économique et la violence est une

⁶ « Le passage à la terreur correspond à un moment où ses protagonistes recourent à des moyens qui visent à briser les liens sociaux qui définissaient la particularité de secteurs donnés de la population, secteurs qui se trouvent désormais soumis à une emprise contre laquelle ils ne peuvent appeler à aucun tiers, à aucune institution reconnue » (Pécaut, 1998)

idée partagée par de nombreux chercheurs en sciences sociales (pour une présentation générale, voir Zaluar A., 2002). Péralva A. (2001, 2005 avec Adorno S.), sociologue brésilienne, observe par exemple qu'il existe une relation inverse entre les indices de Développement Humain (IDH) régionaux au Brésil et les taux de criminalité : meilleure est la situation en terme d'IDH, pire est celle en terme de criminalité, ce qui constitue un paradoxe. On pourrait ajouter qu'avec la fin des hyperinflation au Brésil (1994), le niveau de vie des pauvres s'est davantage amélioré que celui des autres couches de la population pendant les deux premières années de relative stabilisation des prix, mais le taux d'homicides, lui, a poursuivi son ascension : il est passé dans la région métropolitaine de Rio de 40 pour 100 000 habitants environ fin 1992 à 70 fin 1995 et à Sao Paulo, il est passé de 43 à 52 pour 100 000 entre ces mêmes dates (Viegas Andrade et de Barros Lisboa, 2000, p. 387).

Ce n'est donc pas le *niveau* des inégalités ou de la pauvreté qui explique la criminalité. En règle générale, l'analyse est pertinente lorsqu'elle considère les *évolutions* plutôt que les niveaux absolus et prend en considération une série de facteurs, pouvant jouer parfois en sens contraires comme l'urbanisation, la scolarisation, *etc.* Ces facteurs, considérés dans leurs évolutions respectives, agissent différemment et avec des intensités plus ou moins élevées sur le niveau des homicides. Ainsi, il n'est pas contradictoire que la violence puisse augmenter sur une période courte alors que la pauvreté diminue.

Une étude économétrique que nous avons faite avec Mamadou Camara (2003) cherche à expliquer l'évolution des homicides dans dix pays⁷ entre 1995 et 2000. Les variables retenues sont les suivantes : l'efficacité du système de répression du crime, la part des 40% les pauvres dans le revenu disponible et la part des 10% les plus riches dans le revenu national, l'indicateur de développement humain, le taux de croissance du revenu, le taux d'urbanisation, enfin le taux de scolarisation au niveau du secondaire. Nous avons volontairement exclu la « drogue » comme variable⁸. Les résultats du test économétrique sont les suivants⁹ :

1/ L'urbanisation croissante apparaît comme une cause de violence importante, non seulement parce qu'elle est le plus souvent peu maîtrisée mais aussi parce que,

⁷ Argentine, Bolivie, Brésil, Chili, Colombie, Equateur, Pérou, Paraguay, Uruguay et Venezuela.

⁸ Tous les pays sont plus ou moins concernés par ces activités criminelles mais de manière très différente : certains sont principalement producteurs de drogue, d'autres sont surtout des lieux de transit vers les pays développés, d'autres enfin sont consommateurs. Chacun de ces cas conduit à des organisations criminelles spécifiques. La concurrence qu'elles se font, soit pour contrôler une route, soit pour contrôler un territoire, atteint des niveaux de violences extrêmes. Ce n'est donc pas faute d'ignorer les relations entre le commerce de la drogue et la violence qui explique la non prise en considération de cette variable. C'est parce que cette activité, génératrice de violence, est difficilement mesurable (peut-on la mesurer par les saisies ? mais celles-ci ne reflètent pas toujours de la même manière l'importance de l'activité ; les arrestations, les procès ? mais ces derniers sont loin d'être significatifs ; les homicides ? mais alors, ce serait introduire un raisonnement circulaire.

⁹ Pour une analyse détaillée des équations et des résultats des tests, voir Camara M. et Salama P. (op. cit.).

dans les villes, la solidarité qui pouvait exister dans les campagnes se délite et il suffit que les occasions d'emploi se fassent rares, que se multiplient les activités informelles de stricte survie, pour que la violence ait plus de possibilités de se développer, probablement davantage pour les urbains de seconde génération que pour ceux qui viennent de migrer de la campagne. Dans le test effectué, l'urbanisation est la variable qui explique le plus l'augmentation de la violence.

2/ L'accroissement des inégalités tend à accentuer la violence probablement parce qu'elle est ressentie comme particulièrement injuste dans des pays où les inégalités sont déjà très élevées. L'action de l'Etat sur les inégalités n'étant pas ressentie comme de nature à modifier cette évolution, la tentation de « taxer » directement ceux qui apparaissent comme nantis devient alors forte. L'influence de cette variable est cependant plus faible que l'urbanisation.

3/ A l'inverse, lorsque l'efficacité du système répressif augmente, le taux d'homicide baisse de manière sensible. On doit cependant souligner que l'efficacité du système répressif ne peut être confondue avec une répression plus importante. Cette efficacité est en effet mesurée par le pourcentage du nombre d'affaires d'homicides résolues par rapport au nombre total d'homicides. L'efficacité du système répressif est donc liée à la qualité des institutions. Si celles-ci sont faibles, l'augmentation de la répression génère un accroissement de la violence en retour.

4/ L'augmentation de la croissance économique se traduit par une légère baisse des homicides.

5/ La hausse du taux de scolarisation secondaire entraîne une baisse des homicides (Suarez Dillon Soares S., 2007).

Cette analyse ne prétend pas épuiser l'ensemble des causes de la violence. Elle n'étudie pas les causes historiques parfois lointaines (mode de colonisation), parfois plus proches (dictatures des années soixante dix) de l'inefficacité du système judiciaire et du système policier pourtant particulièrement répressif, souvent peu respectueux des droits de l'Homme dans nombre de pays.

Il est intéressant de reprendre la question de l'urbanisation pour deux raisons.

La première est que la ville n'a pas toujours été synonyme de violence. On a pu observer dans de nombreux pays européens que la ville a été un facteur de pacification pendant très longtemps (Bauer A, 2006)¹⁰. C'était les campagnes qui

¹⁰ « La ville a donc civilisé le crime, notamment le crime violent...l'univers merveilleux de l'eldorado rural imaginé par les habitants des grandes cités n'a donc jamais existé » (Bauer A., p.23). Cette déconstruction d'un mythe répandu est à mettre en parallèle avec les apports de Elias N (1969) sur l'intériorisation de la violence à mesure que la civilisation avance parallèlement à l'urbanisation dans les sociétés occidentales : « la stabilité particulière des mécanismes d'autocontrainte psychique...est étroitement liée à la monopolisation de la contrainte physique

étaient violentes. Et ce n'est que dans les dernières décennies du XX^e siècle que la violence s'est accrue dans les villes, d'abord aux Etats-Unis, puis en Europe avec ce qu'on appelé la « crise de la ville ». L'urbanisation mal maîtrisée, le délitement des rapports de solidarité¹¹ des nouveaux migrants en quête de travail difficile à trouver, la monétarisation des rapports sociaux sont les raisons le plus souvent invoquées. Nous l'avons vu. Cette violence ne prend pas nécessairement un aspect ethnique sauf lorsque la société est communautarisée « où territoires et populations ethniques se conjuguent » (Bauer A., p. 23, p. 25).

La *seconde raison* est que la ville est le lieu où se sont développées des politiques urbaines ces dernières décennies et où se sont transformées les modalités de l'intervention de l'Etat. Comme le remarque Doyteva M. (2007) dans le cas de la France, transposable à de nombreux autres pays, « le travail social « s'ethnicise », la discrimination positive se banalise, les acteurs « communautaires » sont cooptés par les institutions » (p. 13). Cette nouvelle approche multiculturaliste, caractérisant la politique de la ville et la volonté d'être plus proche des citoyens et de leurs problèmes, « n'est pas seulement une affaire de droits individuels mais aussi et surtout de justice sociale » (p. 15). Elle cible des populations particulières. Dans la mesure où ces politiques urbaines, ciblées, sont apparues avec la démocratisation ces dernières années en Amérique latine, et qu'elles se sont insuffisamment développées, on peut considérer que de nouvelles impulsions devraient permettre de limiter la violence actuelle en maîtrisant mieux l'urbanisation et en tenant davantage compte des valeurs et des besoins des populations les plus exclues.

C. Des organisations spécifiques de la violence : les gangs

Les guerres de gangs liées au trafic de drogue se sont développées dans la plupart des pays. Nous allons le voir avec l'analyse des gangs de jeunes et leurs formes extrêmes : les « *Maras* » en Amérique centrale (Rubio M., 2005, Cohen M. et Rubio M., 2007, Rodgers D., 1999, Wola, 2006). Le nombre de participants à des gangs de rue est très élevé : 500 pour 100 000 personnes en Honduras, 153 au Salvador. Les membres des gangs se recrutent plus particulièrement chez les jeunes issus de milieux pauvres, rejetés du système scolaire mais aussi, à un degré plus faible mais

et à la solidité croissante des organes sociaux centraux » (Elias N., p. 188). La situation change ensuite avec l'essor rapide des villes et l'urbanisation peu maîtrisée dans les pays développés. Ce changement est encore plus radical en Amérique latine où se sont constituées très rapidement des mégapoles et lorsque l'Etat a perdu le contrôle de quartiers entiers de ces villes.

¹¹ Sans développer sur cette question essentielle, remarquons que le délitement des solidarités concerne les solidarités familiale (passage à des familles plus étroites voire monoparentales), de classe (développement du travail informel atomisé lorsque l'offre de travail, générée par une fécondité forte et des migrations de la campagne vers les villes importante ne rencontre pas une demande suffisante), religieuse ou ethnique parfois. Ce délitement laisse place à des solidarités fragmentées, éclatées entretenues par l'appartenance à des bandes de rue et établies sur le respect de certains codes. Nous insisterons sur ce dernier point par la suite.

cependant important chez ceux qui poursuivent leurs études¹². L'origine sociale joue différemment selon qu'on est pauvre et /ou en échec scolaire. Pour ceux qui sont en échec scolaire et ne vont plus à l'école, plus les revenus sont modestes, plus la probabilité d'appartenir à un gang est forte. Parmi ceux qui poursuivent leurs études : ceux qui ont des revenus moyens sont ceux qui ont la plus forte probabilité d'appartenir à un gang, et non les plus pauvres ou les plus riches d'entre eux¹³. La relation est donc plus complexe que celle souvent présentée liant appartenance aux gangs et criminalité au degré de pauvreté.

Ainsi que le rappelle Leggett Th. (in Rubio M. sous la dir. de, *op. cit.*, p. 11), pour les membres de gangs et de *Maras*, le groupe « devient l'institution suprême de leur vie ». Les membres de ces gangs développent des « microcultures », basées sur la reconnaissance (d'où l'importance des signes, des codes), dans des territoires contrôlés par la violence, ont des activités à la marge de l'illégal et illégales pouvant être extrêmement fructueuses. C'est ce qui explique d'ailleurs que les participants entrent jeunes dans les gangs mais tendent à rester longtemps dans ceux-ci. L'appartenance aux gangs n'est donc plus un phénomène initiatique et transitoire lié à une certaine jeunesse. Avec l'essor de la grande criminalité, les bandes se « professionnalisent » en devenant adultes.

« Microcultures des gangs » : quelques illustrations

Nous avons déjà souligné que les gangs ne se situent pas tous au même niveau de criminalité : certains sont des acteurs de délits mineurs, d'autres sont des bandes criminelles. Il existe évidemment des passages d'un type d'organisation à un autre sans que pour autant on puisse considérer que tous les membres des gangs inscrivent leur avenir dans la grande criminalité. Nombreux sont ceux qui abandonnent le gang au bout de quelques années, soit parce qu'ils sont emprisonnés, soit parce qu'ils décèdent, soit enfin parce qu'ils optent pour une autre vie. Cependant, on observe dans de nombreux pays une tendance à rester de plus en plus de temps dans les gangs que par le passé.

Sur les jeunes et les « bandes de rue » : « La bande « donne aussi un pouvoir à des individus qui ont l'impression de n'en avoir aucun : la personne en face qui a peur, qui change de trottoir en vous apercevant, vous reconnaît une existence et un pouvoir. C'est une inversion de la domination, une sorte de vengeance sur la société. Au fond, la bande nourrit des peurs et se nourrit des peurs...pour sa survie, pour ne pas exploser à cause des dissensions, ce type de groupe a besoin de conflits avec l'extérieur, avec des habitants, d'autres bandes, avec la police...enfin il ne faut pas oublier que la bande est une espace de solidarité et de convivialité. Elle remplit une fonction de protection pour ses membres : dans un univers marqué par des codes de

¹² On dénombre 5,5% des « étudiants » faisant partie de gangs au Panama et 3% au Nicaragua. Les « étudiants » faisant partie de gangs ont une probabilité de commettre un crime bien plus faible que l'ensemble des membres de gangs surtout s'il s'agit d'homicides liés au trafic de drogue (Cohen M. et Rubio M., p. 13 et 14).

¹³ L'éducation réduit la probabilité de commettre des actes violents. A l'inverse, si elle n'ouvre pas la porte aux métiers espérés et conduit au déclassement, elle peut conduire à la violence.

la rue... » (interview de Marwan Mohammed, *Le Monde*, 10.12.2007).

Selon Haut F. et Quéré S. (2001) : « La microculture des gangs propose des valeurs bien différentes des normes sociales générales. L'activité criminelle est considérée comme le moyen normal de promotion sociale et de promotion du pouvoir » (p. 76)... « Cette vie de gangs exalte l'amitié entre gangsters mais rejette les valeurs traditionnelles, les études comme le travail. Se retrouver pour traîner, boire ou se droguer est une valeur clé. Il faut aussi prouver qu'on est un homme ...par ses prouesses sexuelles, son aptitude au combat, sa promptitude à défendre son honneur, son groupe ou ses amis » » (p. 78)... « L'environnement culturel des gangs est fait de nihilisme, de fatalité, d'une violence omniprésente » (p. 83). Et sur le même registre, les auteurs ajoutent « Le gangsterap est une musique violente, agressive, raciste, sexiste » (p. 82). « Les graffitis ont toujours un sens précis...pour borner leur territoire...les *street gangs* utilisent depuis longtemps des graffitis...(qui) permettent de savoir qui domine tel ou tel territoire et de connaître son centre et ses frontières. Souvent les tags lancent des défis ou expriment une volonté de domination...les gangs utilisent les graffitis pour se faire connaître et glorifier leur identité » (p. 88 et 89).

Enfin, à un degré supérieur, au-delà des bandes faisant leurs premières armes, l'interview réalisé par le journal O Globo en novembre 2007 de Marcio Camacho (dit Marcola), leader du groupe Primer Comando da Capital (PCC à Sao Paulo), en prison, est significatif de l'évolution de la violence dans les grandes villes vers une quasi guérilla urbaine programmée depuis les prisons par les leaders d'organisations criminelles extrêmement puissantes : « ...mes soldats sont d'étranges anomalies du développement tordu de ce pays. Il n'y a plus de prolétaires, de malheureux, ou d'exploités. Il y a autre chose ... s'éduquant dans le plus complet analphabétisme, se diplômant dans les prisons, comme un alien monstrueux caché dans les coins de la ville. Déjà un nouveau langage surgit, c'est ainsi, une autre langue. Nous sommes devant une post-misère, elle génère une culture assassine, aidée par la technologie, les satellites ; les mobiles, Internet, les armes modernes. C'est la merde, avec les chips et les mégabytes ». A la question concernant la peur de mourir : « c'est vous qui avez peur de mourir, moi non. Ici à la prison, vous ne pouvez venir me tuer, mais moi je peux donner l'ordre de vous tuer, dehors. Nos sommes des hommes-bombes. Dans les villes de la misère, il y a cent mille hommes-bombes. Nous sommes au centre de l'insoluble... nous sommes une nouvelle espèce, nous sommes comme les *bichos*, différents de vous » ; et à la question : « y a-t-il une solution ? » la réponse est : «vous pourriez réussir si vous cessiez de défendre la normalité. Il n'y a aucune normalité. Vous devez faire une autocritique de votre propre incompétence...nous sommes au centre de l'insoluble. Sauf que nous, nous vivons de celle-ci et que vous, vous n'avez aucune sortie...comme l'écrit le divin Dante : « nous sommes tous en enfer ».

Conclusion : Les difficultés de mises en œuvre de politiques efficaces

Réduire la violence lorsqu'elle atteint le niveau qu'elle connaît dans de nombreux pays latino-américains est un peu comme tenter de « faire la quadrature du cercle ». C'est dire la difficulté. Certes, on peut considérer qu'il y a un ensemble de pré-requis visant à rendre la société davantage cohésive et à réduire la violence : diminuer de manière substantielle les inégalités socio-économiques, favoriser une redistribution plus égalitaire, développer une

éducation primaire et professionnelle de qualité, améliorer la qualité des institutions, notamment et surtout celle de la justice et de la police, inventer des politiques de la ville.

Ces nouvelles politiques n'auront pas d'effets immédiats sur la violence. C'est pourquoi les réponses strictement répressives peuvent apparaître comme plus efficaces surtout électoralement. Le fait est que ces dernières n'ont pas les effets escomptés sur la réduction de la violence¹⁴. Par ailleurs, tant que l'appareil répressif reste gangrené par la corruption, qu'une partie importante de la police continue à être impliquée dans les trafics, qu'une autre, parfois la même, est « marquée » par son passé fortement répressif (dictatures, guerres civiles récentes¹⁵, et que le Gouvernement adopte une politique répressive « aveugle » comme par exemple celle dite de « *mano dura*¹⁶ » en Amérique centrale, on peut observer que la répression est un facteur ...d'accroissement de la violence par la légitimation qu'elle offre à de nombreux jeunes se sentant exclus.

Les pré-requis sont à décliner en terme de politiques et celles-ci sont à mettre en œuvre. *C'est dans ce cadre que s'inscrivent les « solutions culturelles »* au travers des politiques de la ville, mais aussi, et plus particulièrement, dans certains pays, la reconnaissance des droits et des valeurs longtemps ignorés de populations entières¹⁷.

Les politiques culturelles de la ville ne sont pas aisées à concevoir. Certains écueils sont à éviter. On peut en citer deux : le premier qui consiste à considérer toute les bandes comme étant également criminogènes et le second à mettre toutes les illégalités sur le même plan. Reprenons ces deux points.

1. Toutes les bandes ne sont pas identiques, leurs modes de fonctionnement, leurs objectifs ne sont pas équivalents. Nous l'avons vu. Elles ne sont pas toutes, loin s'en faut, criminogènes même si aujourd'hui elles le sont davantage que par

¹⁴ Il ne s'agit pas de nier la nécessité de la répression mais de l'associer à une amélioration de la qualité des institutions.

¹⁵ Sur cette question, voir WOLA (2006).

¹⁶ Cette politique a consisté à arrêter des individus présumés appartenir à des gangs, comme les *Maras*, sur la base de signes extérieurs comme le tatouage.

¹⁷ - La reconnaissance des identités est aujourd'hui au centre des nouvelles revendications et des luttes de populations hier rejetées, comme l'ont montré les mouvements sociaux dans de nombreux pays andins, mais également en Amérique centrale et au Mexique. Ces populations ont été dominées, leurs droits et leurs valeurs ignorées depuis des siècles. Aujourd'hui, l'arrivée au pouvoir de ces populations dans quelques pays andins repose la question de la Nation et de celle de la construction d'un Etat pluri-national (Boaventura de Sousa Santos, 2006) en reconnaissant des formes de représentativité liées aux modes anciens de désignation selon les coutumes (nouvelle constitution de la Bolivie). Il s'agit de problèmes très importants qui ont trait à des identités « retrouvées », non pas de minorités mais, dans le cas des indiens, de majorités dans certains pays. Il est évident que traiter de cette question en rapport à la violence la dénature. Elle dépasse le cadre de ce rapport.

le passé dans certains pays. Les microcultures développées sont loin d'être toutes asociales ou nihilistes. Ce n'est qu'à l'extrême que certaines microcultures développent des thèmes totalement destructifs lorsqu'elles manient des symbolismes mortifères (Wola, 2006, sur les Zetas au Mexique).

2. Il convient d'éviter les généralisations rapides pour le moins erronées. Ce n'est pas parce que 40 à 60% des emplois privés sont de nature informelle, que nombre de maisons ont été construites illégalement, que pour autant on puisse conclure que toute ces populations sont violentes et établir un *continuum* entre cette forme de violence et celle des gangs. Ce sont des délits qualitativement différents. Travailler en informel, construire sa maison illégalement est certes une violation de la loi, mais il s'agit d'un délit différent de la violence qui consiste à agresser le pauvre le plus souvent, le riche parfois. C'est ce qui explique d'ailleurs que les *favelas* soient si différentes les unes des autres (Wacquant L, 2007, Valladares, 2006) : celles composées surtout de gens pauvres travaillant dans des commerces, la petite industrie, celles contrôlées par des mafias qui s'adonnent à différents trafics et tracent leurs zones d'influence en délimitant par la violence leurs territoires respectifs, et celles se situant à des degré divers entre ces deux extrêmes. La transgression de la loi ne revêt donc pas le même sens¹⁸.

Les transgressions différentes produisent des cultures distinctes, dites parfois de « l'urgence » car concernant la survie de ces populations. Utiliser les modes d'expression culturelles des quartiers défavorisés ne signifie pas adopter les *microcultures criminogènes* de certaines bandes. Cette frontière est importante à tracer, sinon à considérer que la violence est le fait dominant au prétexte qu'une grande partie de la population transgresse *de facto* la loi, c'est sous-estimer la gravité de la violence faite aux personnes.

Comme le rappelle Bui Trong L. : « certains courants culturels, porteurs de message de révolte¹⁹, bénéficient d'un véritable engouement au sein des quartiers sensibles » (2003, p. 43). Ce n'est pas parce que certains modes d'expression (musiques, vêtements, etc.) sont adoptés par des jeunes non organisés en bandes, qu'il faille les considérer comme potentiellement dangereux.

¹⁸ Comme le rappellent les économistes, il y a une distinction à faire entre les « biens gris » et les biens « noirs ».

¹⁹ La violence dans l'art est-elle censurable ? Il s'agit d'un très vieux débat, comme le rappelle Bui Trong, Platon voulait « interdire (aux poètes, PS) l'entrée de la cité idéale pour les empêcher de corrompre les mœurs », à l'inverse, selon Aristote « loin de favoriser la violence, l'Art permettrait le catharsis des sentiments chez le spectateur » (p. 50, *op. cit.*).

Ils expriment, à leur manière, un certain refus de la société telle qu'ils la ressentent.

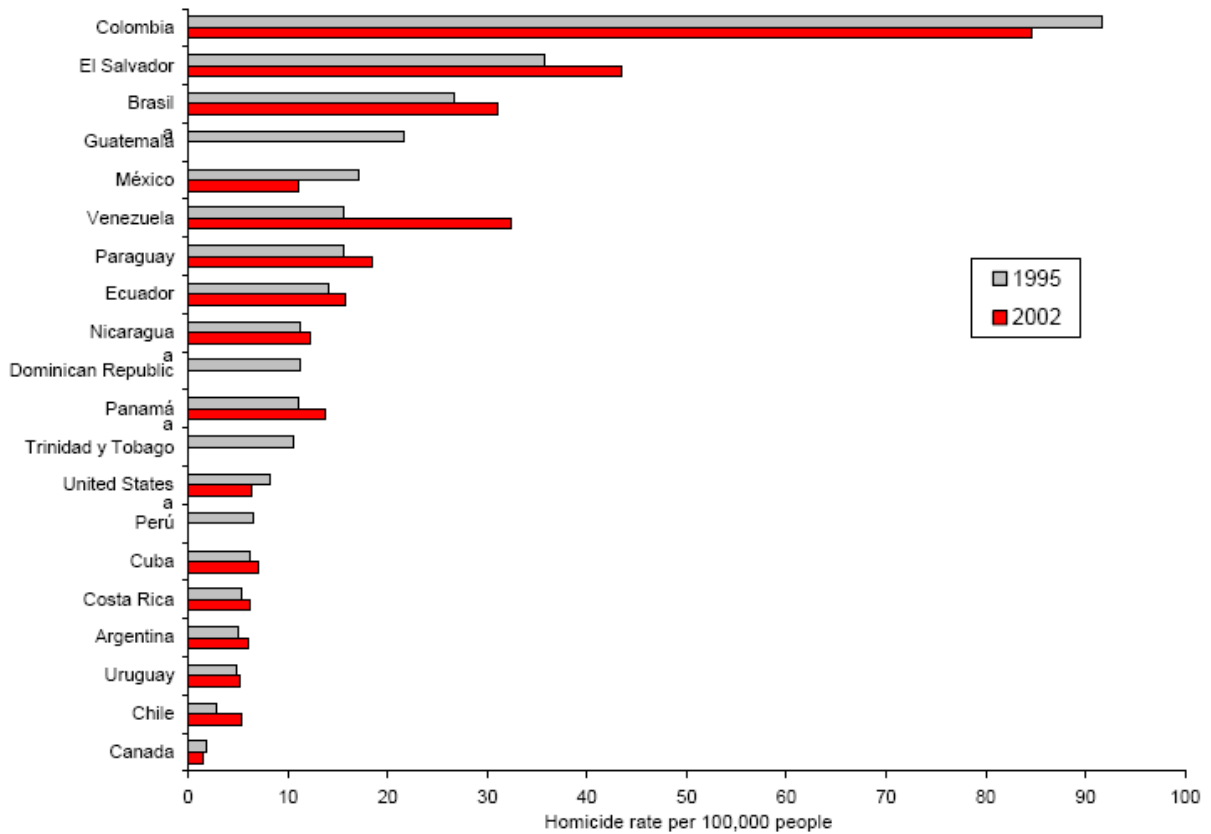
La politique de la ville doit donc, en ciblant les quartiers, intégrer *une politique culturelle qui se substitue aux microcultures des gangs* prônant la haine de ceux qui sont hors du gang, le sexisme souvent, pratiquant parfois la corruption couplée à la violence extrême lorsqu'il s'agit de défendre le *business* de la drogue, les jeux interdits (voir encadré *supra*). Elle doit cependant chercher à intégrer les cultures qui émergent des populations exclues vivant le plus souvent dans l'informel. A l'instar de certains programmes urbains qui favorisent l'expression de jeunes talents de quartiers sensibles.²⁰

La politique de la ville à caractère plus globale doit également avoir pour ambition de fournir un accès aux droits universels équivalent pour tout citoyen qu'il soit riche ou pauvre, indien, noir, métissé ou blanc en partant du vécu des populations et de leurs modes d'expression. L'obligation de résultat peut légitimer la mise en place d'une discrimination positive, sur des populations et des quartiers ciblés. Ne pas exercer ce genre de discrimination, c'est laisser perdurer des ressentiments justifiés par l'ampleur des inégalités et le côté perçu comme abstrait exclusivement des droits universels, c'est laisser se développer la violence et laisser le champs libre à la répression comme seule solution.

Annexes :

²⁰ Comme dans les projets de « Fresques urbaines » à Philadelphie co-dirigés par Jane Golden.

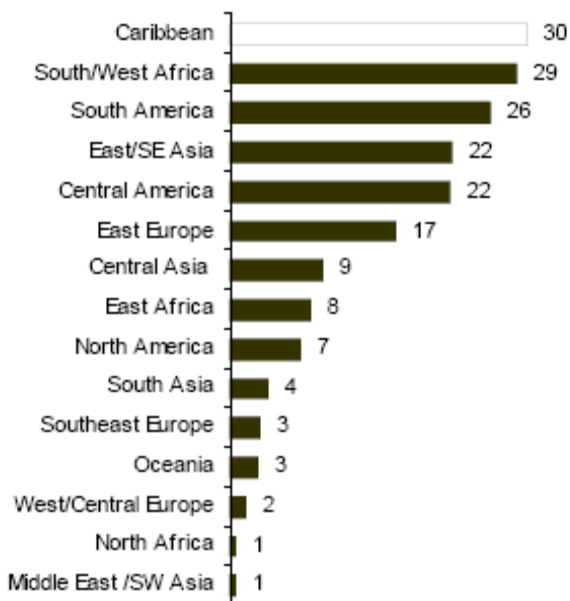
Figure 1. Homicide Rates per 100,000, Western Hemisphere, 1995-2002



Source : Berkman H (op.cit) et Cohen M et Rubio (op.cit) à partir des données d'Interpol et de WHO

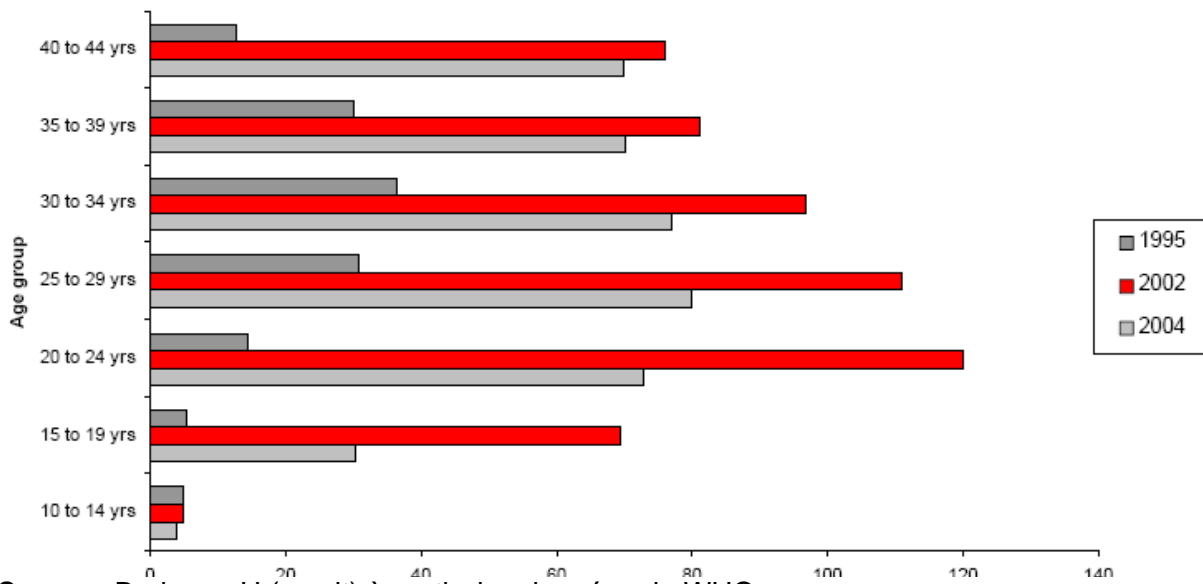
Figure 2 :

Murder Rates by Region of the World



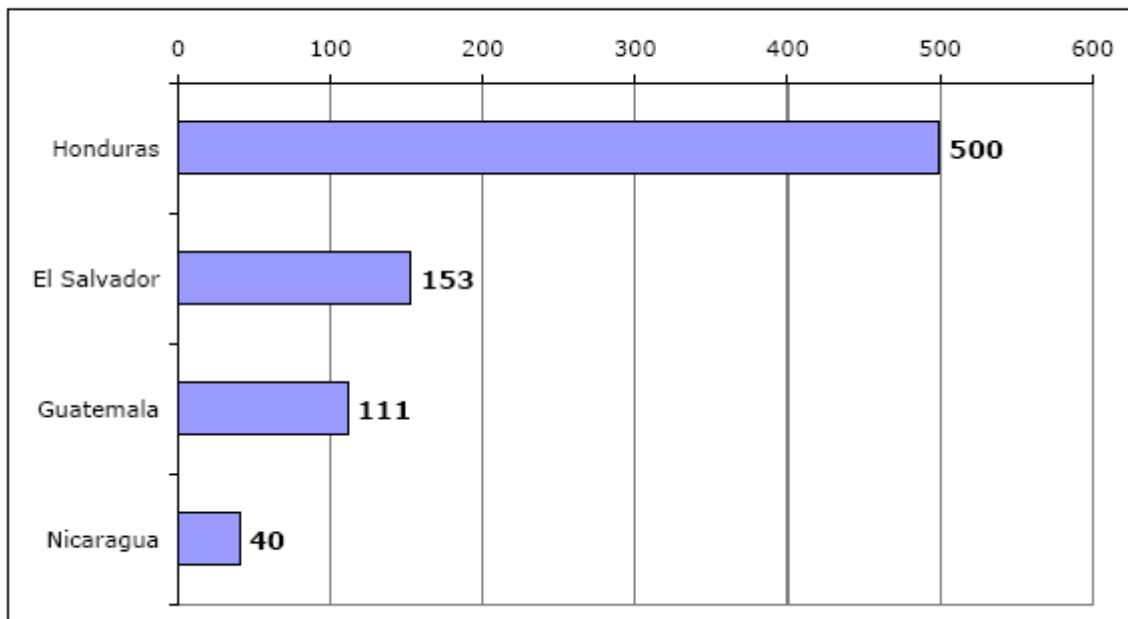
Source : UN crime Trends Survey et Interpol, 2002, dans World Bank et UN (2007), *op. cit.*

Figure 5. Death Rates by Assault, by Age Group, Latin America and the Caribbean



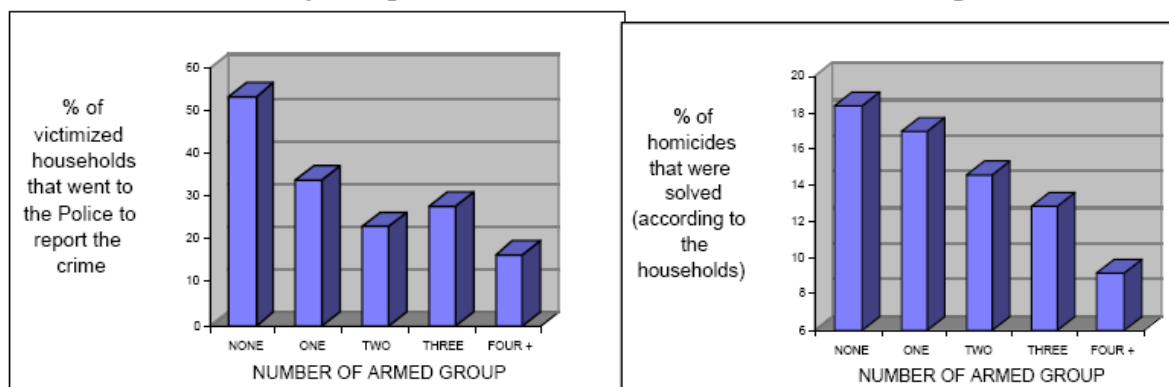
Source : Berkman H (op.cit) à partir des données de WHO

GANG MEMBERSHIP IN CENTRAL AMERICA
 NUMBER OF GANG MEMBERS PER 100.000 PEOPLE



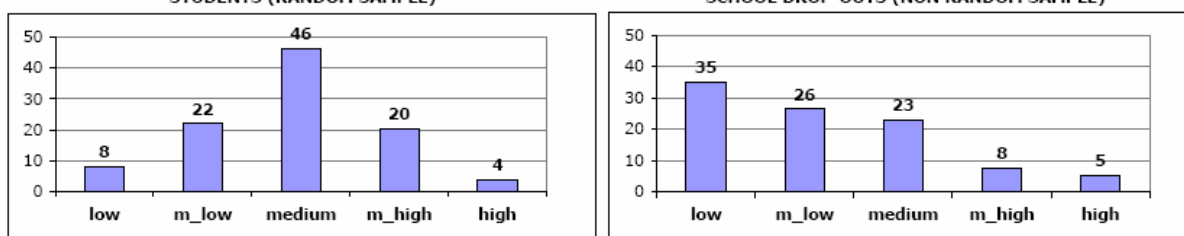
Source: Gang membership USAID (2006) - Population 2005 United Nations

Colombia - Armed Groups Influence & Criminal Justice



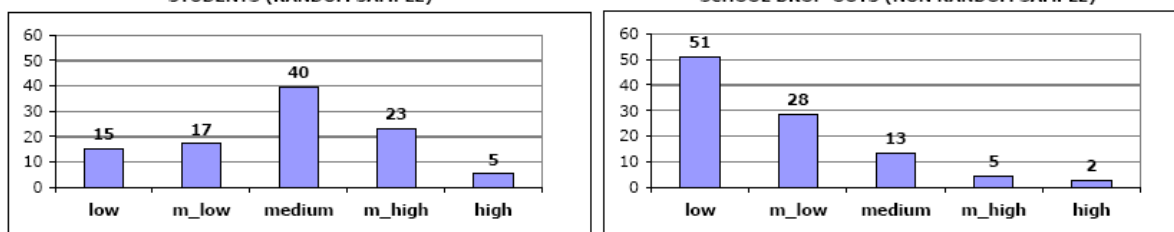
Source : in Cohen et Rubio (op.cit) pris dans Cuellar (1999)

DISTRIBUTION OF PERCEIVED SOCIAL CLASS - STUDENTS AND SCHOOL DROP-OUTS



Source : IADB Self - report Surveys

DISTRIBUTION OF PERCEIVED SOCIAL CLASS AMONG GANG MEMBERS



Source : IADB Self - report Surveys

Bibliographie sommaire utilisée directement pour cette étude :

Adorno S. et Peralva A. (sous la dir .de, 2005) : *Dialogues franco brésiliens sur la violence et la démocratie*, Collection Cultures et conflits, édition l'Harmattan, Paris.

Banque interaméricaine de développement (2006) : *Operational Policy on Indigenous People and Strategy for Indigenous development*, Washington.

Bauer A. (2006), sous la dir.: *Géographie de la France criminelle*, ed : Odile Jacob, Paris

Berkman H (2007): "Social Exclusion and Violence in Latin American and the Caribbean", *Working Paper*, Inter-American Development Bank, Washington.

Boaventura de Sousa Santos (2007) : " La reinvention del Estado y el Estado plurinacional" dans *Observatorio social de America latina*, n°22, éditions CLACSO, Buenos Aires.

Bui Trong L. (2003) : *Les racines de la violence, de l'émeute au communautarisme*, éditions Audibert, Paris

Camara M. et Salama P.(2003): Homicides, les pauvres sont ils dangereux ? », Revue *Tiers Monde*, n° 174, Paris.

Cohen M. et Rubio M. (2007) : « Violence and Crime in Latin America », *Solutions Paper*, Consulta de San José organisée par le Copenhagen Consensus Center et la Corporacion Latinobarometro (2007) : Informe Latinobarometro.

Banque interaméricaine de développement, San José.

Doytcheva M (2007) : *Une discrimination positive à la française, ethnicité et territoire dans les politiques de la ville*, Paris.

Elias Norbert (1969 ed. 1975) : La dynamique de l'Occident, Calmann Levy, Paris

Haut F. et Queré St. (2001) : *Les bandes criminelles*, PUF, Paris.

Heinemann A, Dorte V (2006): « Crime and Violence in Development, a Litterature Review of Latin American and the Caribbean”, World Bank, WPS4041, Washington

Instituto de Estudios Iberoamericanos (2003) : *Violencia e (in) seguridad publica a nivel local en América Latina y Europa*, Recal, Documento de trabajo n°8, voir plus particulièrement les études de Fabian Sain M. et Barbaret R., Hambourg.

OCDE (2007): *Latin American Economic Outlook*, Paris

Lins P (2003): *La Cité de Dieu*, éditions Galliamrd, Paris

Mucchielli L. et Mohammed M. (sous la direction de, 2007) : *Les bandes des jeunes, des blousons noirs à nos jours*, éditions La Découverte, Paris, voir plus particulièrement l'article de Moignard B.

Pécaut Daniel (1991,1994 et 1998) : « Trafic de drogue et violence en Colombie » ; « Violence et politique : quatre éléments de réflexion à propos de la Colombie » ; « Les configurations de l'espace, du temps et de la subjectivité ans un contexte de terreur : le cas colombien (partie 1 et 2). Ces articles ont été publiés dans la revue *Cultures et Conflits*.

Peralva A (2001) "Perspectives sur la violence Brésilienne", Revue *Tiers Monde*, n°167, Juillet- Septembre, Puf, Paris.

Rodgers D (1999): "Youth Gangs and Violence in Latin America and the Caribbean: a Litterature Survey", World Bank, *LCR Sustainable Develoment Working Paper* n°4, Washington.

Rubio M. (2005): "La mara, trucha y voraz", Working Paper, Inter-American Development Bank, Washington; (2005) (sous la direction de) : "La mara, trucha y voraz, violencia juvenil organizada en Centroamérica », *Working Paper*, Inter-American Development Bank, Washington.

Salama P. (2006): *Le défi des inégalités, une comparaison économique Amérique latine/Asie*, edtions La Découverte, Paris.

Semelin J. (2005): *Purifier et détruire, usages politiques des massacres et génocides*, ed. Seuil, Paris.

Suarez Dillon Soares S. (2007) : « Educação : um escudo contra o homicídio », *Texto par discussao* n°1298, IPEA, Rio de Janeiro.

Valladares L (2006) : *La favela d'un siècle à l'autre*, editions de la Maison des sciences de l'homme, Paris.

Viegas Andrade M et de Barros Lisboa M (2000) : « Desesperança de vida : homicidio em Minas gerais, Rio de Janeiro e Sao Paulo no periodo 1981/97 » dans Henriques R (sous a dir. de) : *Desigualdade e pobreza no Brasil* . IPEA, Rio de Janeiro.

Wacquant L (2007) : *Parias urbains, Ghettos, banlieues, Etat*. Editions La découverte, Paris

Washington Office of Latin America (2007) dit *WOLA*: "El Estado Cautivo, crimen organizado y derechos humanos en America Latina", working paper, Washington; (2007) "At a Crossroads: Drug Trafficking, Violence and the Mexican State", Washington; (2006): "Youth Gangs in Central America"; "Youth Violence Prevention"; "State of Siege: Drug-Related Violence and Corruption in Mexico" par L.Freeman, Washington.

Zaluar A. (2002) : " Oito temas para debate, violencia e segurança publica", revue: *sociologia, problemas e praticas*, n°38, Rio de Janeiro.